

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 102

LE NUMERO :

12 avril - 25 avril 1971

0,50 F - 5 F. B.

LA SOCIÉTÉ DROGUEE

La grande préoccupation du moment, c'est l'écroulement des règles morales traditionnelles, la ruine de toutes les valeurs bourgeoises. Travail, famille, liberté, fraternité, progrès, raison : tout est foulé aux pieds, balayé par les formidables antagonismes que suscite le développement du capital.

Cette morale et cette idéologie furent autrefois de puissantes armes de la bour-

geoisie révolutionnaire contre la féodalité. Elles annonçaient une ère nouvelle au vieux monde agonisant du Moyen-Age. Elles entraînaient toutes les couches du peuple dans la lutte contre les dynasties déchues. Elles opposaient la liberté à l'absolutisme, la vertu du peuple à la débauche du noble, les lumières de la science et de la raison à l'obscurantisme et aux préjugés.

Ce qu'elles cachaient pourtant, derrière cette façade de progrès et de générosité, c'était la terrible discipline sociale qu'elles réservaient à la classe ouvrière naissante. A la honte des idéologues de la démocratie et de leurs serviles disciples « ouvriers » d'aujourd'hui, l'âme véritable de cette nouvelle société ne fut jamais éprise de libération humaine, mais seulement d'exploitation sans frein du travail salarié. Eminemment révolutionnaires contre la féodalité, les valeurs idéologiques bourgeoises - toutes ces valeurs - devaient devenir réactionnaires contre le prolétariat, à peine la domination capitaliste était-elle consolidée et le groupement de ce dernier en force sociale distincte réalisés. Dès lors, la fonction de l'idéologie bourgeoise fut claire : dévier par tous les moyens la lutte des exploités, les empêcher de découvrir la voie de leur propre émancipation.

Mais de même que l'économie du capitalisme contient en elle-même les germes de sa destruction, de même son idéologie secrète les poisons qui la désagrègent et la tuent. Aujourd'hui, la discipline sociale dont cette idéologie est le paravent devient insoutenable pour toute la société. La dissolution de la morale bourgeoise est l'œuvre du capitalisme lui-même. Ce dernier, dans sa dynamique irrésistible, n'a pas dû se borner à écraser le prolétariat et à éliminer toujours plus la petite-bourgeoisie, il en est venu à chasser de la production la bourgeoisie elle-même et à la convaincre d'incapacité historique à régler ses propres affaires. Le capital est un mécanisme dont le personnage bourgeois n'est pas la cause, mais le produit : aujourd'hui, ce personnage historique disparaît sans que disparaisse pour autant le mécanisme capitaliste. La plupart des fonctions du capitaliste sont remplies par des employés salariés et cette classe bourgeoise qui se lançait hier avec assurance à la conquête du monde, est devenue la proie de la peur et du désespoir. Le capital lui-même la rejette, avec tous ses idéaux. Tant qu'elle avait un rôle progressif à jouer, elle pouvait se présenter

comme la détentrice de tout ce qui est humain et stigmatiser la déchéance de l'ancienne aristocratie. Aujourd'hui, devenue à son tour une classe dominante décadente, elle adopte l'infâme point de vue de toutes ses semblables : jouir avant de mourir.

Ce sort équivaut en fait à sa condamnation à mort. Lorsqu'une société devient globalement immorale, comme ce fut le cas à la fin de l'Empire romain et au déclin de la féodalité, lorsqu'elle doit généraliser la corruption, la débauche et la drogue, elle est déjà condamnée aux yeux de l'Histoire.

Que cette société en putréfaction puisse encore maintenir sa discipline sociale alors que son idéologie et sa moralité s'en vont en pièces peut paraître étonnant si on oublie la longue période de contre-révolution à laquelle elle doit sa survie. Mais cette période touche à sa fin et révèle progressivement la précarité de la domination du capital à travers même des moyens qui l'ont assurée. La violence seule n'y aurait jamais suffi si le capitalisme ne l'avait accompagnée d'une efficace corruption. La corruption politique d'abord : victorieuse par les armes de la révolution communiste, la bourgeoisie a réussi à enchaîner le prolétariat aux illusions réformistes de la petite-bourgeoisie. Corruption économique ensuite : grâce aux conjonctures de haute productivité et d'expansion, le capitalisme a dispensé des améliorations matérielles relatives, mais suffisantes pour cacher aux exploités leur véritable nature de « sans réserves ». L'agent unique de cette double corruption c'est de façon permanente l'opportunisme dont la fonction est de répandre dans le mouvement ouvrier la maudite idéologie de l'ennemi de classe et, contre des aumônes qu'il baptise « conquêtes sociales », de brader le programme révolutionnaire du prolétariat.

Ce rôle défaitiste atteint son point culminant lorsque l'opportunisme, reprenant intégralement à son compte l'idéologie bourgeoise de la Patrie, de la Démocratie, de la Morale et de la Justice, prétend, au nom du

socialisme, l'opposer à la bourgeoisie au moment même où celle-ci l'abandonne. Ce fut là le rôle du stalinisme, qui réussit à imposer au prolétariat le sauvetage des valeurs mêmes au nom desquelles le capital l'exploite ! Aussi longtemps qu'elle lui obéit, la classe ouvrière renonce à lutter contre cette exploitation pour ramasser, selon l'expression fameuse de Staline, le « drapeau de la démocratie » que la bourgeoisie a laissé choir. En ce sens, le P.C.F. est aujourd'hui sur les mêmes positions que les curés, les fascistes, les démocrates de tout poil qui promettent de transformer cette société pourrissante au nom de ses propres principes.

Il serait puéril d'imaginer que la « fidélité » que les masses témoignent à ce parti est due à la seule habileté de ses chefs. Au contraire, la même dynamique qui a fait les beaux jours de l'opportunisme lui réserve, dans un futur plus ou moins proche, un sévère déclin dont il faut savoir déceler les premières et diverses prémices. Ce déclin de l'opportunisme est en effet, tout autant que son apogée maintenant pâlisant, étroitement lié au sort du capitalisme qui, un moment victorieux de ses contradictions, les voit au-

(Suite page 6)

LE P. C. F. ET LE VI^{me} PLAN

Le parti de M. Marchais ne trouve pas le VI^e Plan à son goût. Juquin déplore « la réduction des investissements » en matière de recherche scientifique, « l'importance excessive des crédits militaires », « le recul de la recherche fondamentale », « l'abandon de certains grands programmes », « les transferts de ressources en faveur du secteur privé ».

Devant la planification « autoritaire » qui confirme le caractère démagogique des promesses gouvernementales et illustre de manière singulière la façon dont le pouvoir conçoit ce qu'il appelle « la concertation », le P.C.F. se déclare prêt à favoriser modestement, mais avec toutes les forces qui sont les siennes, une « initiative nationale des intéressés » : la solution n'est pas nouvelle ! La C.G.T., elle, critique sévèrement « les maigres prévisions du VI^e Plan » ("L'Huma", 9 mars 1971).

C'est le développement de la production capitaliste à l'échelle de la planète et l'exaspération de ses contradictions qui imposent à l'Etat capitaliste de découvrir sa véritable nature (coordonner et défendre les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie aussi bien contre les autres classes que contre les autres nations) en intervenant de plus en plus directement dans la production nationale. Par le plan conçu dans le but d'assurer la survie et la rentabilité des entreprises nationales sur le marché mondial, l'Etat bourgeois concentre, distribue son aide, élimine les entreprises peu compétitives, les secteurs pré-capitalistes (artisanat, paysannerie) ainsi que les entreprises capitalistes faibles suivant le sacro-saint critère de la rentabilité.

Cela ne va pas sans une conséquence qui semble passer au-dessus de la tête des « planificateurs » du P.C.F. : cette course à la rentabilité dans « l'intérêt supérieur de la nation », c'est le prolétariat qui en fait les frais. Il voit sa part du produit diminuer proportionnellement aux « nécessités imposées par la concurrence » ! Ce que réclament nos « réviseurs », qui ne manquent pas une occasion d'apporter leur grain de sel à l'infâme bouillie capitaliste, c'est une planification pour le peuple tout entier — pour employer une expression déjà utilisée et que ne renierait pas les Juquin, Krasucki et consorts — une « planification démocratique », une « politique démocratique dans le domaine de la recherche », une politique démocratique de l'Enseignement, une politique démocratique du cadre de vie, etc...

Qui sait voir derrière la fiction démocratique s'aperçoit que ces projets ne sont nullement innocents et que la réalité des rapports de classe qui les sous-tend ne laisse aucun doute sur les intérêts ici en jeu. Le plan démocratique veut cristalliser le mécontentement de la petite-bourgeoisie (alliée indispensable du prolétariat, selon le P.C.F.) victime de la planification « autoritaire » : les petits commerçants que ruine la concentration des moyens de distribution, les petits paysans que menace le Plan Mansholt, les petits patrons qui sont rejetés du marché... La « politique d'alliance » du P.C.F. a un caractère nettement anti-prolétarien, et c'est là l'aspect sérieux de

(Suite page 6)

Europe verte ou Europe rouge ?

La petite agriculture est malade. On le savait depuis longtemps, mais aujourd'hui le mal empire. La colère a gagné les petits producteurs lassés par les silences de l'Etat et la certitude de la ruine. Après les étudiants, après les commerçants, les petits paysans s'agitent. Décidément, la « nouvelle société » n'est pas pour demain. Gouvernement et syndicats peuvent bien bêler sur le respect des « règles du jeu » politique et syndical, sur la concertation et la démocratie : il n'en reste rien quand se lèvent les matraques. La société bourgeoise révèle alors son visage d'oppression et de violence. Mais si le problème des classes moyennes est apparemment le plus aigu aujourd'hui, c'est surtout parce que la passivité relative de la classe ouvrière lui donne une importance démesurée.

Ce que la paysannerie doit attendre du capitalisme

La petite paysannerie n'a pas à se féliciter du capitalisme. Les conditions économiques du monde bourgeois ne tolèrent pas la persistance de l'exploitation familiale. Il y a deux raisons à cela.

D'abord, la concurrence entre grandes et petites exploitations paysannes profite toujours aux premières. Le capitalisme agricole produit plus, mieux et moins cher que les producteurs parcellaires. Sur le marché, le petit paysan est donc éliminé par le gros. A cet égard, l'ouverture du Marché Commun n'est pas une page de gloire pour Jacques Bonhomme : déjà menacé sur le sol national par ses compatriotes plus puissants, il se voit confronté à la concurrence internationale.

N'ayant pas les moyens techniques, ni le financement nécessaire, il subit la loi du marché et succombe.

La seconde raison tient aux exigences du développement industriel. La bourgeoisie industrielle désire de bas salaires : une agriculture productive et des produits agricoles le moins chers possible, lui sont indispensables. Voilà pourquoi la faillite économique, l'exode vers les villes, la prolétarianisation ou le « recyclage » sont le lot des petites gens de la terre.

Ce processus n'est pas récent. Il se développe en même temps que le capitalisme, plus ou moins vite selon les régions. En Angleterre et en Allemagne, il est pro-

tiqument accompli. En France par contre, la longue survie de la petite exploitation témoigne de la lenteur du développement industriel. Mais ces temps sont révolus. Relevant la tête, le capitalisme français a décidé de se lancer dans les affaires, dans l'expansion industrielle, et de se stimuler en abaissant les barrières douanières avec ses concurrents du Marché Commun.

On a évidemment songé aux petits paysans : on leur a promis l'Europe Verte, des débouchés assurés pour toute leur production. Mais le Marché Commun profite aux fermiers capitalistes capables de s'adapter à la concurrence. Les autres doivent disparaître. Le capitalisme a toujours été féroce envers ces futurs déracinés. En France, cependant, le poids politique de la petite paysannerie est resté longtemps déterminant. Aujourd'hui encore, tous les partis se disputent sa maigre clientèle. A chaque élection, chacun lance son couplet à l'immortelle propriété, aux vertus du laboureur, au patrimoine culturel de nos campagnes. Ces idées démagogiques et débiles ne peuvent cacher une piteuse réalité : les longues heures de dur travail pour une rémunération douteuse, l'endettement croissant, les conditions de vie mal supportées face à l'attrait des villes. En définitive, le petit paysan attend de devenir un prolétaire, un sans-réserves ou un chômeur.

(Suite page 6)

LE GRI DU CŒUR DE "L'HUMA"

Après les manifestations paysannes extrêmement violentes qui ont eu lieu à Bruxelles le 23 mars, toute la presse s'est interrogée avec stupeur ou angoisse sur cette levée en masse des couches rurales jusqu'à hier symboles et base indéfectible de stabilité sociale. Les journaux bourgeois ont été frappés par l'ampleur du mécontentement, étonnés par la capacité des paysans, généralement particularistes et régionalistes, de réaliser ce que la classe ouvrière trahie par ses chefs n'est pas capable de faire : une manifestation internationale groupant des dizaines de milliers de participants vindicatifs.

"L'Huma" du 24/3 s'en prend, elle, à « la totale irresponsabilité des dirigeants du syndicalisme agricole qui ont regardé défiler cent mille personnes sans avoir organisé le moindre service d'ordre, sans transmettre les consignes de dislocation ». C'est vraiment le cri du cœur de ce parti que M. Marchais, sans rire, prétend « révolutionnaire », mais dont le principal souci est d'éviter que le prolétariat soit contaminé par la violence, d'où qu'elle vienne : des milliers de producteurs courent à la ruine, tout craque, tout ferme, mais l'essentiel, pour les émules de Brejnev et de Giercek, c'est que « l'ordre règne à Varsovie » (pardon, à Bruxelles !)

LE 9^{me} PLAN QUINQUENNAL DU CAPITALISME RUSSE

Les objectifs du nouveau plan quinquennal soviétique prévoient d'après la presse une élévation du niveau de vie de la population russe. Personne ne s'y trompe : si les ouvriers de la « patrie du socialisme » trouvent un peu de mieux-être, ils le devront indirectement à leurs frères de classe de Pologne dont la révolte a incité au dernier moment les dirigeants de l'Etat russe, soucieux de maintenir une paix sociale menacée, à donner plus d'importance que prévu à la production de biens de consommation. Que les prolétaires russes aient peut-être une chance de se desserrer la ceinture ne change cependant rien, ainsi que le montrent les chiffres, à la dynamique strictement capitaliste de l'économie de l'U.R.S.S.

En réalité, la propagande russe (et opportuniste) ment effrontément lorsqu'elle prétend que « la tâche essentielle du quinquennat consiste à assurer un essor considérable de la condition matérielle et culturelle du peuple » (projet de directives).

Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les chiffres du nouveau plan à ceux du plan précédent (tous les chiffres cités sont empruntés au compte rendu du "Monde", de "L'Humanité" et de la "Pravda") :

	Objectif 8 ^{me} Plan (1966-70)	Objectif 9 ^{me} Plan (1971-75)
Biens de production (secteur A)	+ 55 %	+ 41-45 %
Biens de consommation (secteur B)	+ 49 %	+ 44-48 %

Il apparaît immédiatement que pour les biens de consommation, les objectifs passent de + 49 % à + 44-48 %, c'est-à-dire que, bien loin de connaître un « essor considérable », ils **diminuent** par rapport au plan précédent. Afin de masquer cette diminution, la propagande a insisté sur le fait que pour la première fois la croissance des biens de consommation (+ 44-48 %) dépassera celle des biens de production (+ 41-45 %). Cela s'explique par le fait que les objectifs des biens de production ont diminué **encore plus**, par rapport au plan précédent, que ceux des biens de consommation. En résumé : le taux de croissance de la production **diminue** dans les deux secteurs, vérifiant ainsi l'obéissance de l'économie russe à la loi capitaliste des taux décroissants ; en outre, il diminue plus nettement dans le secteur des biens de production que dans celui des biens de consommation. Le 9^e plan représentera donc, non pas « un essor considérable de la condition matérielle du peuple », mais un **léger ralentissement du rythme d'accumulation**.

Ce ralentissement est d'ailleurs très relatif. Certes la présentation des chiffres peut laisser croire que la quantité de biens de consommation produits va enfin dépasser celle des biens de production : + 44-48 %, contre + 41-45 %. Mais ces pourcentages ne doivent pas faire illusion : ils représentent des accroissements par rapport à des productions de départ très inégales. Les journaux se sont bien gardés de préciser que les biens de production représentent **environ 75 % de la production industrielle**, c'est-à-dire que l'U. R. S. S., en bon pays capitaliste, produit environ **3 fois plus** de biens de production que de biens de consommation, ou encore qu'ils sont dans les rapports de 300 à 100. Autrement dit, chaque fois que la production de machines augmentera de 41 % X 300 = 123 unités, la production de subsistances n'augmentera que de 44 % X 100 = 44 unités. Ou encore, chaque fois que le prolétariat soviétique travaillera 167 heures de plus, il travaillera pendant 123 heures pour fabriquer des biens de production et 44 heures pour fabriquer des biens de consommation.

Si ce calcul paraît compliqué, voici des données qui illustrent parfaitement le mécanisme : le budget russe de 1971 attribue 65,7 mil-

liards de roubles d'investissements à l'industrie des biens de production, contre 12,1 milliards de roubles seulement à celle des biens de consommation. La leçon de tous ces chiffres est claire : en Russie, la production industrielle totale augmente beaucoup plus vite que la consommation de la population. L'Etat russe cherche en effet à consolider sa puissance industrielle et sa puissance militaire (« Le plan quinquennal assurera un nouvel accroissement de la puissance défensive de l'Union soviétique », écrit le projet) : pour cela, il faut produire beaucoup, et consommer le moins possible. « Cet élargissement » de la production sans élargissement correspondant de la consommation, écrivait Lénine, correspond juste à la mission historique du capitalisme et à sa structure sociale spécifique : la première consiste à développer les forces productives de la société ; la seconde exclut l'utilisation de ces conquêtes techniques par la masse de la population. Il existe une contradiction indéniable entre la tendance illimitée à élargir la production, tendance propre au capitalisme, et la consommation limitée des masses populaires (limitée en raison de leur situation de prolétaires) » (« Le développement du capitalisme en Russie », Œuvres tome 3, p. 48). Les chiffres cités montrent que l'économie russe obéit à cette dynamique intégralement capitaliste.

Réfutons ici une objection courante. Les savants naïfs « de gauche », dont l'horizon mental est désespérément borné aux mécanismes capitalistes et bourgeois, sont incapables de comprendre que cette accumulation forcée est le signe du capitalisme. On leur a appris, dans "Le Figaro" comme dans "L'Humanité" (ce serait d'ailleurs la même chose dans la "Pravda" ou le "Financial Times") qu'aucun pays ne peut se passer d'industrie lourde puisqu'avant de fabriquer des biens de consommation, il faut avoir les moyens de les fabriquer, c'est-à-dire produire de l'énergie, de l'acier, des machines, etc., autrement dit des biens de production. Il leur paraît également naturel et inévitable que la Russie, en admettant même que tout n'y est pas parfait, voire même pas « socialiste », se constitue une industrie de guerre, comme n'importe quel Etat, pour protéger son indépendance. Comment faire autrement ?

Ces explications trop évidentes, répandues depuis longtemps par la propagande russe, ne doivent leur succès qu'à l'oubli total dans lequel les partis opportunistes ont réussi à plonger les principes marxistes les plus élémentaires, à commencer par celui-ci : l'intérêt des prolétaires, et donc le but des communistes, n'a jamais été de « construire » un socialisme national dans « leur » pays, en cherchant à coexister pacifiquement avec le monde capitaliste et en se contentant, sous prétexte de « non-ingérence », de souhaiter bonne chance au reste du prolétariat mondial ; le but des communistes est de **débarasser la planète** des rapports de production capitalistes en unifiant et en dirigeant la lutte, provoquée par le capitalisme mondial lui-même, des **prolétaires de tous les pays**, qui ne pourront être assurés de leur victoire qu'après avoir détruit tous les Etats bourgeois importants sur les ruines desquels ils auront établi leur **dictature de classe**.

Ces vérités élémentaires, qui constituaient le b-a ba des bolchéviks, les partis opportunistes se sont si bien appliqués à les effacer par tous les moyens de la mémoire du prolétariat après l'adoption de la « théorie » traitresse du « socialisme dans un seul pays », que ceux qui les rappellent aujourd'hui sont parfois pris pour des exaltés par les ouvriers. Et pourtant, lorsque la propagande russe explique que l'Etat fait porter ses efforts sur l'industrie lourde et de guerre non par intention belliqueuse ou exploiteuse, **mais parce qu'il ne peut pas faire autrement pour se défendre et se développer**, elle dit l'exacte vérité, tout en faisant le plus bel aveu de la nature strictement bourgeoise de l'Etat russe. Un Etat originellement prolétarien qui aban-

donne, en adoptant la théorie de « socialisme dans un seul pays », la perspective de la révolution internationale pour s'en tenir à une politique de développement économique baptisée « construction du socialisme », basée sur le salariat, limitée aux frontières nationales, et en coexistence avec le monde capitaliste, **est effectivement obligé** de se plier à la contrainte des rapports bourgeois : 1) de se constituer à tout prix une industrie lourde pour assurer son indépendance économique et son développement ; 2) de se constituer une industrie de guerre pour sauvegarder son intégrité territoriale ; 3) de se tenir ou d'arriver au niveau du marché mondial en matière de prix et donc de productivité s'il veut pouvoir exporter des marchandises pour financer les indispensables importations de biens d'équipement (ou bien de vendre des marchandises à perte, permettant ainsi au capitalisme international de prendre sa part de sueur de son prolétariat « national ») ; 4) de se tenir au niveau international en matière d'armements s'il veut sauvegarder son indépendance face aux progrès des concurrents ; **il est donc effectivement obligé** d'exploiter son prolétariat au moins autant que les pays capitalistes les plus développés s'il veut rester à leur niveau, plus s'il veut les rattraper, **beaucoup plus** s'il veut les dépasser.

Nous disons bien **exploiter**, même si à l'origine MM. de Rothschild et de Wendel ne sont pas là pour surveiller, depuis leur Rolls-Royce, l'entrée des ouvriers à l'usine ; l'essence de l'exploitation capitaliste ne réside pas en effet dans la vie facile et luxueuse d'une classe privilégiée, qui n'en est qu'une conséquence, mais 1) dans le fait que le prolétariat, privé de tout droit sur ce qu'il produit, se voit allouer par le mécanisme du salariat juste ce

qu'il faut pour lui permettre et l'obliger de continuer à trimier et 2) dans l'utilisation de la plus value ainsi produite, avant tout au développement incessant de l'échelle de la production de marchandises, entraînant l'accroissement continu du nombre de prolétaires exploités, ensuite au renforcement de la puissance que l'Etat national pourra opposer aux autres Etats nationaux ou à son propre prolétariat (comme en Pologne « socialiste »), et enfin à la jouissance de la couche privilégiée dont la fonction sociale est de gérer le procès de production et de diriger l'ensemble de la société.

En somme cet Etat qui déclare construire « son » socialisme est **effectivement obligé** de se comporter dans tous les domaines comme un Etat bourgeois, et **devient donc** un Etat bourgeois, parce que l'implacable logique des rapports bourgeois et capitalistes s'impose à lui dans les rapports entre Etats et sur le marché mondial exactement comme elle s'imposerait à un capitaliste philanthrope qui voudrait distribuer tous ses bénéfices au lieu de les réinvestir, en l'obligeant à accumuler comme les autres sous peine d'être réduit à la faillite par le jeu de la concurrence. Le marxisme a toujours soutenu qu'aucun « îlot de socialisme » ne peut subsister longtemps au sein du système capitaliste : pas plus à l'échelle des nations qu'à l'échelle des entreprises. Voilà pourquoi le socialisme ne peut être « national », pas plus que les voies qui y mènent. Si les chiffres montrent que l'économie russe, quelle que soit l'étiquette dont on l'affuble, obéit à toutes les lois du capitalisme, c'est précisément parce qu'une économie « nationale » ne peut être que capitaliste.

(à suivre)

L'objectivité du "Monde" ou la tartufferie de bon aloi

La lecture du "Monde" est, comme chacun sait, fort instructive. En particulier il nous offre, dans un article du 20 mars intitulé « Gauchisme et solidarité », un plaisant exemple de ce que les bourgeois appellent l'objectivité, ou encore de la manière dont la rhétorique sorbonnarde permet de noyer le poisson.

Il s'agit de l'agitation lycéenne. L'auteur en examine les causes possibles, en commençant par mentionner la thèse officielle de l'action de meneurs gauchistes, itinérants ou enseignants. Peut-on cependant affirmer que la crise actuelle dans les lycées n'est due qu'à l'action de ces manipulateurs ? se demande ensuite l'auteur, rompu aux finesses de la dissertation, qui veut que toute thèse soit suivie de son antithèse. Et de s'appuyer sur les déclarations du secrétaire général du Syndicat national des chefs d'établissement rattaché à la F.E.N., et de décrire l'ampleur de l'insatisfaction contestataire de ces « jeunes », qui en ont « Raibol » de tout.

Pourquoi ? C'est que « secoué par la crise de mai 1968, l'enseignement secondaire n'a pas été à même, en trois ans, d'accomplir sa rénovation » et que « les méthodes pédagogiques n'ont guère changé ». Sic. Qu'est-ce que signifie ce « n'a pas été à même » ? Qu'il aurait pu l'être, sans la mauvaise volonté du gouvernement ?

Quelle blague ! L'enseignement pourra se rénover, ou plutôt se transformer, quand le prolétariat victorieux bouleversera tous les rapports de production. Pas avant. A moins qu'on entende par « rénovation » le fait d'initier plus tôt, comme le veut « La Croix », « les adolescents aux tâches futures qui les attendent ». Mais alors qu'on ne parle plus de rénovation, de pédagogie et patati, mais - pour au moins 80 % des adolescents - d'apprentissage technique ; et qu'on ne s'attende pas à une jubilation débordante des chers petits prolos futurs. En effet, une ré-

forme de l'enseignement secondaire dans le système actuel, une meilleure adaptation de l'instruction aux nécessités de la société capitaliste ne peut être que l'abandon de l'enseignement secondaire traditionnel - culturaliste, général, « humaniste », etc., destiné à former les cadres en tous genres, fait pour les bourgeois - au profit de la formation industrielle, technique et commerciale des employés et techniciens si nécessaires à la nation. Intégration à la société ou à la production, ça veut dire, aujourd'hui, pour tous les enfants qui ne sont pas nourris dans le sérail (et pour les autres aussi, mais autrement) spécialisation, mutilation, aliénation. Et concurrence, car le capitalisme développé produit le chômage comme la guerre.

Alors, qu'on ne nous parle pas d'épanouissement de la personnalité et qu'on ne fasse pas mine de croire qu'il suffirait, pour mettre fin au malaise, de changer les « méthodes pédagogiques ». La « concertation » à l'usine ou au lycée ne peut - tant que le but n'aura pas changé - être rien d'autre qu'une feinte destinée à économiser les contremaîtres et à masquer le joug social ; et le but, sous le capitalisme impérialiste, sera toujours l'augmentation de la productivité. Pour cela, il ne faut pas des analphabètes, mais il ne faut pas non plus des Montaigne.

En d'autres termes, ce qui opprime, oppresse et inquiète les adolescents c'est, beaucoup plus que « l'autorité paternelle » (la pauvre ! En pleine décomposition de la famille !) ou l'enseignement (qui, certes, tente de les conditionner, mais surtout leur indiffère),

l'avenir que leur réserve cette société en décomposition : concurrence, travail intensif, abrutissement, chômage, guerre. Car la nouvelle crise mondiale de l'ère impérialiste se prépare. Nous, qui avons toujours affirmé le cours catastrophique du capitalisme, nous en constatons les prémisses et nous en réjouissons - puisque nous sommes des révolutionnaires. Et c'est en tant que tels que nous affirmons qu'il n'y aura pas, tant que subsistera le capitalisme, de remède à la « crise de l'enseignement » ni au malaise de la jeunesse - sinon celui qui a mis fin au malaise de la jeunesse de 1914. « L'agitation » et la « répression » ne peuvent que croître et s'aiguiser, comme toutes les contradictions du capitalisme au stade de l'impérialisme.

M. E. Faure, en bourgeois réformiste conséquent, a dit à une séance de la Commission internationale sur le développement de l'éducation (cf "Le Monde" du même jour) « qu'on pourrait peut-être un jour éliminer ou du moins réduire les crises en éducation, comme ont été réduites les crises économiques », car « il ne faut pas croire à la fatalité des crises ». Il a au moins le mérite d'exprimer nettement et clairement le point de vue bourgeois, la vérité de la classe dominante qui veut croire à sa pérennité ; et, même sous la forme mystifiée de la mise en parallèle, il présente le rapport entre la crise de l'école et celle de l'économie.

Mais comment qualifier l'attitude du "Monde" qui, après avoir écrit : « Face à cette situation, des mesures d'ordre sont sans doute nécessaires » mais « elles ne sont pas à coup sûr (admirons la nuance) suffisantes », conclut avec une profondeur et un

(Suite page 6)

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
Organe du Parti Communiste International

N° 21 — 12 avril - 16 mai 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

A la retraite l'opportunisme syndical !

La C.G.T. et la C.F.D.T., nous apprend la presse, « entament une bataille » pour obtenir la retraite ouvrière à 60 ans au lieu de 65. « C'est un problème social de grande envergure », a dit Ségué. En effet. Lorsqu'on sait que « la productivité du travail, depuis 25 ans, a été multipliée par 6 » et que « deux millions de personnes âgées doivent vivre avec 10 F ou à peine davantage par jour », une seule réaction est possible devant ce « scandale » : la colère ! De véritables dirigeants syndicaux, on attendrait qu'à ce spectacle ils mobilisent les jeunes, leur dénon-

cent sans fard le sort qui les attend, lorsque le capitalisme, après les avoir usés jusqu'à la corde, les jettera à la poubelle des vieux, qu'ils leur insufflent la révolte nécessaire pour abolir le système social capable de telles monstruosités. Pour la retraite à 60 ans, à 55, à 50, pour tout ce que l'on voudra, mais dans la lutte, dans le refus brutal des exigences infâmes de la production, dans l'obstruction systématique aux méthodes d'exploitation, dans la grève et non dans les « meetings », « rassemblements » et autres platoniques « protestations » !

Les dirigeants actuels ont bien entendu choisi une voie tout opposée : négociations, discussions, tout le bataillon du syndicalisme rampant qui permet, précisément, des scandales comme celui des vieux. Pis encore : au moment même où ils « dénoncent » ce scandale, ils en cachent soigneusement les causes profondes. « C'est un problème de civilisation », a dit Descamps de la C.F.D.T. Qu'est-ce que cela signifie ?

Que la société bourgeoise moderne, par on ne sait quel bienfait de Dieu, serait tout à coup devenue raisonnable et humanitaire ? Dispensatrice de mort aux quatre coins de la planète, où elle exterminait des forces de travail jeunes et aptes à la production, elle pourrait se soucier des vieilles, des usées, de celles qu'elle jette au rebut ? Et ce serait l'Etat capitaliste national, premier pourvoyeur mondial d'armes pour les massacres « secondaires » d'Afrique ou d'Asie, qui se mettrait en quatre pour distribuer quelques brides de vie à ses « bons et loyaux serviteurs » ? Un mode de production qui ne connaît que le gain, qui fait un carnage de travail humain dans des « réalisations de prestige » ou dans la fabrication d'engins de destruction, qui se caractérise en un mot par le plus grand mépris des hommes actifs, se soucierait tout à coup de ceux dont il n'a plus rien à tirer ? Où prenez-vous donc, monsieur Descamps, qui vous prétendez par ailleurs adversaire du capi-

talisme, que cette civilisation-là puisse trancher ses « problèmes » autrement que par les millions de morts qu'elle a déjà sur la conscience ?

Nous le disons nous, à la face de ces jésuites syndicaux : ces aumônes qu'ils grappillent, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ont pour unique but de prévenir la révolte de classe des ouvriers. Elle seule peut préserver la société tout entière de la « solution » apocalyptique que le capitalisme fourbit en douce, en vue de sa prochaine crise, tandis que ses larbins opportunistes distribuent des miettes « d'amélioration » : autre chose que « d'avancer l'âge de la retraite », c'est celui de l'humanité que le capital se propose de raccourcir audacieusement !

Descamps et Ségué, écrit en substance "L'Huma" du 2 avril, ont montré « que le problème de la vieillesse doit être considéré sous l'angle de la solidarité nationale ». Voilà ce qui compte pour ces messieurs en toute occasion : sauvegarder avant tout l'union sacrée du capital et du travail ! La classe ouvrière crève sous les efforts qu'exige d'elle la classe capitaliste : ils préconisent la solidarité des classes ! La Nation, c'est-à-dire les intérêts globaux de la production capitaliste du pays, ruine toutes les forces de travail valides, pour « gagner la bataille de la productivité », les larbins syndicaux du capital lui mentent quelque adoucissement pour ceux qu'elle laisse crever après les avoir utilisés jusqu'à la moelle ! Le journal

du P.C.F. va encore plus loin : « Si la revendication d'un salaire qui ne soit en aucun cas inférieur à 1000 F par mois triomphait, il y aurait immédiatement augmentation des rentrées de cotisations » (dans les caisses de retraite, NDR). Autrement dit : il faut augmenter les salaires des jeunes pour que l'Etat puisse y rogner davantage afin que l'os qu'il leur donnera à ronger quand ils seront vieux soit un peu plus gros ! Le même journal ajoute : « Il vaut mieux payer des retraites que des allocations de chômage », c'est-à-dire augmenter donc les retraites dans l'intérêt du capitalisme !

Nous disons nous : le sort des vieux travailleurs et celui des jeunes, c'est tout un. Ce sort est proprement scandaleux,

(Suite page 4)

VIET-NAM :

« La partie visible et reconnue d'un iceberg d'atrocités »

C'est en ces termes que " Le Monde " du 31 mars, relatant le procès du lieutenant Calley, parle du massacre de Song-My qui, comme personne l'ignore, ne représente qu'une infime partie du génocide perpétré au Viet-Nam. A ce propos, le même journal cite un auteur américain, Neil Sheenan, qui donne les précisions hallucinantes qui suivent : « 150.000 civils vietnamiens tués, depuis 1965, par les militaires américains ou par les armes fournies à Saïgon par les Etats-Unis ». Neil Sheenan met ouvertement en cause l'hypocrisie qui consiste à faire la différence entre les crimes de guerre japonais et nazis durant la dernière guerre mondiale et les bombardements U. S. en Indochine. L'auteur, élargissant les responsabilités, des militaires jusqu'aux chefs civils, conclut : « Si le congrès n'entreprend pas une enquête qui aurait valeur nationale, alors l'hypocrisie s'ajoutera à nos fautes ».

L'hypocrisie du capitalisme est en réalité viscérale et toute enquête de ce genre, dans

le meilleur des cas, ne peut mettre en cause que la fraction politique bourgeoise au pouvoir et non la domination de classe du capital, seule responsable de ces morts et de ces destructions. Mais la bourgeoisie elle-même est quelquefois contrainte de s'asséner quelques dures vérités. Toujours selon " Le Monde ", les jurés du procès Calley ont réfuté l'argument de la défense qui invoquait « les consignes reçues ». Les honorables jurés y ont fermement opposé « le devoir de désobéissance aux ordres iniques ». Tous les actes du capitalisme décadent, acculé pour survivre à des meurtres sans nombre sont iniques aux yeux de l'histoire et de l'humanité. Imagine-t-on ce qui arriverait si tous les GI, prenant au mot ces dignes jurés, désobéissent aux ordres qui leur sont donnés ? Mais ce serait le prologue de la révolution !

Encore une fois, c'est l'ennemi de classe du prolétariat qui, à son corps défendant, lui rappelle sans ambage qu'elle est sa mission révolutionnaire de classe.

Les métallos genevois brisent la "paix du travail"

Fin février, début mars, s'est déroulée, dans la métallurgie genevoise, une agitation ouvrière extrêmement significative, indépendamment de ses résultats économiques modiques. Il s'est agi en effet d'une vigoureuse riposte ouvrière à la coalition syndicats-patronat, d'une sorte de transfusion de combativité prolétarienne dans le paradis suisse de la paix sociale.

et on renoncé explicitement au recours à la grève.

Bien qu'ils aient affaire à une classe ouvrière relativement bien payée, sans aucune expérience de lutte (la plupart des immigrés sont d'extraction paysanne) et encore plus divisée que dans les pays environnants, un premier accroc important à cette situation eut lieu l'année dernière au mois d'avril. Soixante saisonniers espagnols (les saisonniers constituent la catégorie la plus exploitée et opprimée des ouvriers ; tous

(Suite page 4)

SYNDICAT

ou entreprise commerciale ?

Le syndicat de l'automobile U. A. W. des Etats-Unis a depuis longtemps mis en évidence son rôle défaitiste et contre-révolutionnaire. On a vu récemment encore à quel motif il obéissait lorsqu'il a déclenché la grève de la General Motors : un simple marchandage avec le Capital sans aucun contenu de classe (Voir " Syndicat de Classe ", n° 15). Aujourd'hui, par un retour du sort aussi ironique que prévisible, il se trouve lui-même en difficulté : ses propres employés, en l'attaquant aux cris de « jaunes », sont entrés en grève pour exiger une augmentation salariale.

Le comique est décidément lugubre. Qu'est-ce donc que ce syndicat qui se voue lui-même aux lois de l'économie capitaliste ? Il est devenu en effet une énorme entreprise commerciale qui exploite les salariés de son propre appareil bureaucratique, aujourd'hui démesurément gonflé, et qui vit du plus abject marchandage : celui du travail prolétarien dont il se prétend le défenseur. Toutes les bonnes paroles ne peuvent plus rien camoufler de la réalité : le syndicat d'hier, véritable organe de défense des intérêts de la classe ouvrière, a cédé la place à une entreprise aux mains de bonzes affairistes soucieux seulement de froids calculs budgétaires.

Cette évolution (ou plutôt cette régression) n'est que trop manifeste partout. N'est-ce pas sur cette voie infâme que nos bonzes aspirent à traîner la C.G.T. lorsqu'ils se décident à leur tour à faire la menue emplette d'un ordinateur ?

Ce n'est pas notre rôle de nous lamenter sur la pourriture. Au contraire, nous nous réjouissons de ces difficultés que connaît aujourd'hui l'opportunisme qui dirige les syndicats, car elles en annoncent d'autres, plus violentes et plus décisives. Ce sera demain la classe ouvrière tout entière qui se retournera contre cette bureaucratie parasitaire qui ne cherche qu'à la vendre au meilleur prix.

Les grèves ont commencé le 26 février à l'usine Verntissa qui, le 1er mars, était totalement paralysée. Faisant rapidement tache d'huile, le mouvement gagnait le 4 mars plusieurs autres entreprises métallurgiques. Les revendications qui, à quelques détails près, étaient partout les mêmes (augmentation de 7 % des salaires, immédiatement et pour tous, treizième mois, mensualisation pour tous, paiement des jours de grève, pas de sanctions contre les grévistes) ne donnaient qu'une idée incomplète de l'enjeu du conflit. Il s'agissait en fait d'une réaction décidée face à une offensive systématique du patronat qui, d'une part, grâce à diverses concentrations d'entreprises, entendait aligner les salaires de toute la métallurgie suisse sur les taux les plus bas (ceux de la région allemande), et d'autre part voulait utiliser, au mieux de la productivité, le réajustement de salaire qu'il était disposé à consentir. Sous ce dernier aspect la revendication ouvrière des 7 % immédiats et pour tous s'opposait aux chiffres patronaux dont une fraction était calculée de telle sorte qu'elle introduisait discrimination et division entre les salariés.

Il faut rappeler brièvement quelle est la situation des travailleurs en Suisse. Premier fait important : le nombre de travailleurs immigrés, Italiens et Espagnols principalement, mais aussi Grecs, Turcs et Yougoslaves, privés de tout droit politique et exposés à l'expulsion immédiate s'ils se montrent trop remuants. Le pourcentage d'immigrés varie suivant les régions, mais il est partout important (parmi les grévistes de Genève, environ 75 % étaient étrangers). Cet afflux de main-d'œuvre étrangère a transformé en garde-chiourme ou en armistice ouvrière une grande partie des travailleurs suisses. Parallèlement, les syndicats ont commencé à appliquer la politique de collaboration de classe la plus ouverte qui soit. Au nom de la « Paix du Travail », ils se sont engagés à résoudre autour du tapis vert de la négociation entre « partenaires sociaux » tous les problèmes qui pourraient se poser

Correspondants Ouvriers.

Les lecteurs de " Syndicat de classe " et du " prolétaire " qui auraient des informations à nous communiquer sur la vie de leur entreprise ou sur des épisodes de la lutte ouvrière sont priés de nous les envoyer à l'adresse du journal.

La correspondance avec le journal prolétaire est déjà un acte de lutte !

REUNION PUBLIQUE AU MANS

Le vendredi 23 avril, à 20 heures 30 au Café du Bon Coin, place de la République

Le gauchisme, ou l'opportunisme de toujours

Pour comprendre la soudaineté et la vivacité de la riposte ou-

TOUT "CONCORDE" !

« Il s'agit du maintien de notre industrie aéronautique à l'échelle internationale, aspect important de notre indépendance nationale. »

Qui parle en ces termes ? Pompidou ou Chaban-Delmas ? Détrompez-vous. Il s'agit tout simplement d'une lettre adressée par la C.G.T. à J.-J. Servan-Schreiber, le risible pourfendeur du « projet Concorde ». Certains pourront penser que le désir louable qui anime les dirigeants de la C.G.T. c'est de défendre les travailleurs de l'industrie aéronautique contre le chômage qui les menace si ce projet est abandonné. Il n'en est rien et la lettre de la C.G.T. ne contient pas un mot à ce sujet. Pire encore, la C.G.T. reproche au destinataire de cette lettre « de ne pas prendre pour cible l'avionneur privé Dassault ». Autrement dit les ouvriers de Dassault peuvent bien aller se faire inscrire au chômage si c'est conforme à « l'intérêt national » ! Que ceux qui en doutent se re-

portent au contrat de la S.N.C.F., signé avec enthousiasme par la C.G.T., et qui permet de supprimer « en douceur » 50.000 emplois. On ne peut vouloir à la fois l'intérêt national et celui des travailleurs. Ces messieurs le savent bien, mais leur choix est fait depuis longtemps.

Peut-être les signataires de la lettre considèrent-ils le "Concorde" comme un « produit de première nécessité » qui permettrait aux ouvriers de faire du tourisme ou traiter des affaires à New-York sur un avion de prestige dont on sait déjà que le prix des places sera majoré de plus de 30 % par rapport à celui des autres courriers ? Trêve de mauvaise plaisanterie. Il s'agit de l'aéronautique nationale, du prestige national, de l'indépendance nationale : rien à voir avec l'intérêt des prolétaires qui n'ont pas à choisir entre le sauvetage de Dassault ou du « projet Concorde », mais à défendre à tout prix leurs conditions de vie et de tra-

vail contre tous leurs exploiters nationaux.

Ce que défendent au contraire leurs dirigeants actuels, champions de la patrie et théoriciens des effets bénéfiques d'une concurrence acharnée, c'est une France compétitive sur le marché international, quel que soit le coût ! Que l'aéronautique respire le prix payé par les salariés. Cocoridisse et que crévent ceux qu'elle exploite.

Oui, tout « concorde » bien entre le capital et les renégats du communisme !

(P. S. : Nous apprenons au dernier moment que la C. G. T. reçoit l'appui d'un allié de poids dans sa campagne de défense de l'aéronautique nationale : dans sa conférence de presse du 5 avril, « l'avionneur Dassault » s'est déclaré chaud partisan du « Concorde ». On a les alliés qu'on mérite !)

Les métallos genevois brisent la "paix du travail"

(Suite de la page 3)

étrangers, ils ne restent que neuf mois par an en Suisse, sont parqués dans des bâtiments hors des villes et presque totalement coupés du reste des ouvriers) se mettent en grève à Genève parce que l'entreprise ne respecte pas les clauses de leur contrat. Le syndicat du bâtiment, la F.O.B.B., déclare immédiatement qu'il ne veut pas se laisser manœuvrer par « une poignée d'agitateurs », mais, devant la fermeté des grévistes doit s'efforcer de seulement limiter les dégâts. Un comité de soutien aux grévistes se forme avec, principalement, des membres des différentes organisations politiques d'extrême gauche. Ce comité appelle à une manifestation de solidarité qui regroupe à Genève, malgré l'interdiction de la police, plus de 4000 travailleurs venus de toute la Suisse romande. Le patron accepte les revendications (qu'il respectera plus ou moins par la suite) et le travail reprend. Mais ce mouvement laisse des traces et le 1er Mai verra défiler à Lausanne plus de deux mille personnes derrière une haie de drapeaux rouges aux cris de : « PAIX DU TRAVAIL EGAL PAIX DU PATRON » et « DIRIGEANTS SYNDICAUX, TRAHISON ». A Morges, le même jour, tous les travailleurs, sauf une dizaine, désertent le meeting tenu par les syndicats après avoir hué deux orateurs.

* *

Un certain calme avait régné depuis. En décembre, le syndicat F.O.M.H. avait accepté les propositions patronales suivantes : 3 % d'augmentation en janvier 71, 5 % en mars, plus un ou deux pour cent de la masse des salaires à distribuer par le patron suivant les qualités et mérites individuels de chaque travailleur. Le syndicat acceptait donc pleinement le jeu de la bourgeoisie pour diviser les ouvriers et c'est principalement pour déjouer cette manœuvre que les grèves genevoises ont éclaté.

Les syndicats voyant toute leur politique remise en cause se sont immédiatement désolidarisés des grévistes, rejetant par la bouche de M. Suter, dirigeant de la F.O. M.H. à Genève, la responsabilité du conflit sur les travailleurs

étrangers qui « ne connaissent pas les habitudes qui règlent dans notre pays les relations entre partenaires sociaux ». Mais devant l'inquiétude du patronat, qui redoute que la grève ne s'étende au reste de la Suisse et tout d'abord au canton de Vaud, leurs homologues vaudois les rassurent tout de suite : « Ici, disent-ils, les problèmes ne sont pas les mêmes ». Ils entendent par là que, dans le pays vaudois, les contestations de salaires apparaissent entreprise par entreprise, sont réglées de la même façon et la généralisation d'une grève y est donc plus difficile.

De tels syndicalistes ne sont rien d'autre que les interprètes des intérêts capitalistes au sein des organisations ouvrières. Ils n'ont pas d'autre souci, face aux grèves genevoises, que de rétablir la « situation conventionnelle », c'est-à-dire les « relations » qui désarment les exploités devant leurs exploiters. Ils qualifient l'offensive patronale de « lourde erreur psychologique ». Ils soulignent complaisamment qu'aux termes de la réglementation contractuelle, ils sont, à la veille de la réunion de la commission de conciliation, dans « leur tort » et les ouvriers avec eux, étant donné que « la paix du travail a été rompue unilatéralement par les travailleurs ». Ils se déclarent certains que les industriels sont « aussi désireux qu'eux » de « voir se régler l'affaire à l'amiable ». En un mot ils accomplissent consciencieusement leur rôle d'agents du capital que l'opportunisme syndical assume avec un zèle égal dans tous les pays du monde.

Mais à leur côté, et prêts à leur prêter main-forte, se profilent d'autres types d'opportunismes, politiques ceux-là, comme le P. C. Suisse, qui camoufle la défaite en victoire, appelle « succès » la fin de la grève et « garantie satisfaisante » le diktat patronal qui a posé comme préalable à toute discussion « la reprise du travail par les derniers grévistes » : c'est une engeance politique qu'il n'est pas nécessaire d'aller chercher en Suisse pour la voir à l'œuvre. Même les « extrêmes-gauches », qui sont si prompts à s'entendre pour manifester quand il s'agit de crier

Justice, Démocratie, Liberté ou autres mots d'ordre petits-bourgeois, comme à l'époque du procès de Burgos, n'ont pas refait la démonstration de rue de l'année précédente, ni réussi à se mettre d'accord le 6 mars, lorsque de sérieuses menaces de liquidation planaient sur le mouvement (les ateliers de Sécheron n'avaient pas arrêté le travail et on annonçait la reprise pour le surlendemain, lundi, dans les deux usines des Ateliers des Charmilles). A cette date, ces trotskystes, maoïstes, spontanéistes, accrochés aux basques des P. C. suisse, italien et espagnol de la Suisse romande, discutaient à Lausanne sur l'organisation d'une éventuelle manifestation de soutien au peuple indochinois, à 7000 kilomètres, en laissant pourrir un vrai conflit de classe déclenché à leur porte !

Vers les 8 et 9 mars, les grèves genevoises étaient liquidées. Les ateliers des Charmilles reprenaient d'abord le travail, ensuite l'Hispano-Buherle ; à Vernitza seulement, d'où le mouvement était parti, une majorité d'ouvriers décidaient de poursuivre seuls la lutte, mais devaient finalement céder à leur tour. Ce beau mouvement de classe, cette flambée de lutte prolétarienne dans le pays de « la paix du travail » a donc été de courte durée. Il s'est soldé par une défaite : pour quelques miettes assurées, les travailleurs des Charmilles et d'Hispano ont abandonné leurs camarades de Vernitza ; l'unité combattante des travailleurs a été brisée à peine leur a-t-on accordé une partie de leurs revendications.

Les grévistes battus devront, tôt ou tard, en tirer les leçons : lutte à mort contre ces « chefs » syndicaux qui accusent les travailleurs « étrangers » et méprisent leurs méthodes de lutte « importées » et « non appropriées au pays », qui excitent ainsi, à des fins de division, le chauvinisme des ouvriers suisses et font donc écran entre la colère des ouvriers et le cynisme du patronat. Mais pas davantage de confiance à ceux dont la solidarité aux grévistes se limite à la collecte, l'information, etc... et qui, par ailleurs, contredisent leurs incitations à la lutte directe par des mots d'ordre réformistes comme l'échelle mobile et la « garantie des salaires » dont ils ont eux-mêmes dénoncé l'utopie. Rejet, en un mot, des opportunistes mineurs qui, dans divers fronts politiques, appuient l'opportunisme tout-puissant.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

ANGLETERRE : LA GREVE CHEZ FORD

Les 40.000 ouvriers de Ford Angleterre rentrent dans leur huitième semaine de grève pour obtenir des augmentations de salaires.

Henri Ford II vient à Londres en visite éclair et menace de ne plus investir en Angleterre, à cause des nombreuses grèves et de la productivité peu élevée dans ce pays par comparaison avec l'Allemagne et avec les Etats Unis.

A Londres se tient une conférence internationale des représentants des syndicats automobile d'Europe et des U. S. A. « pour faire face à la puissance toujours grandissante des compagnies multinationales », mais « le but n'est cependant pas de se concentrer sur des problèmes pressants immédiats » ("Times" du 22-3-71).

Les dirigeants des deux grands syndicats regroupant la plupart des travailleurs de Ford G.-B., et M. L. Woodcock, président du syndicat automobile des Etats Unis se font, eux aussi, inviter par M. Heath au 10, Downing Street (l'hôtel Matignon de Londres). Le "Times" du 23-3-71 nous apprend : « Hier le Premier Ministre a eu des conversations brèves mais cordiales avec M. L. Woodcock, président du syndicat des travailleurs de l'Automobile des U. S. A. (American Auto Workers). La grève chez Ford, dans sa huitième semaine n'a pas été discutée en détail. »

Les syndicalistes n'ont rien trouvé de mieux que de faire remarquer à M. Heath, Premier Britannique, qu'en 1964, Henry Ford avait donné des garanties sur l'expansion de la production automobile en Angleterre, garanties dont les syndicats anglais espèrent vivement « qu'elles tiennent toujours ». On est loin, en effet, des « détails » de la grève, des 40.000 ouvriers qui se battent !

La suite des conversations a eu lieu « dans un climat

courtois de tous les côtés (...) les activités de Ford ont été discutées sans esprit de controverse » (sic!) ("Times" du 23-3-71).

Les dirigeants des deux syndicats anglais, qui, soit dit en passant, représentent l'aile « gauche » du syndicalisme officiel anglais, ont aussi critiqué le gouvernement conservateur pour les « taux d'intérêt élevés et les conditions de crédit trop dures qui, leur semble-t-il, freinent le marché automobile international » ("Times" du même jour). Les syndicalistes ont en effet discuté de beaucoup de « détails », mais pas un de ceux pouvant intéresser les ouvriers en grève.

« Climat courtois et échange de vues sans esprit de controverse » ? Entre « économistes » syndicaux dévoués serviteurs de l'économie capitaliste et dirigeants bourgeois, c'est la moindre des choses.

Une véritable direction syndicale de classe n'aurait rien à faire de telles discussions, avec de tels interlocuteurs, dans un tel lieu. Elle s'adresserait aux ouvriers, devant les usines, pour les appeler à la solidarité effective et immédiate avec les 40.000 ouvriers en grève.

La lutte de classe qui se ravive sous l'effet des coups du capital se heurte en Grande Bretagne, comme partout ailleurs, au carcan du réformisme syndical. Mais la lutte des ouvriers manifeste les premiers symptômes de leur tentative d'échapper à ces fausses directions : les symptômes en sont le grand nombre de grèves « sauvages » en Angleterre, et comme dans le cas de Ford, la combativité exceptionnelle des grévistes. Les ouvriers commencent à comprendre qu'il leur faut lutter et contre le patron et contre ses agents, les soi-disant « dirigeants syndicaux » qui discutent si courtoisement avec le Premier Ministre.

QUELQUES REFLETS DE LA DEMOCRATIE AVANCEE DANS LE MIROIR DU SOCIALISME CHILIEN

Le but du gouvernement d'unité populaire actuellement à la tête de l'Etat chilien nous était déjà apparu clairement à travers les discours du Marchais chilien, Salvador Allende : garantir le pouvoir du Capital contre un assaut éventuel du prolétariat (voir "Le prolétaire", n° 99). C'est ce même but qu'exalte le P.C.F., lui qui y voit la réalisation de la démocratie avancée, étape qu'il prône comme nécessaire en vue du passage désormais pacifique au « socialisme ».

Les discours de M. Allende prennent un sens encore plus clair, maintenant que viennent s'y ajouter les preuves incontestables des faits. Nous n'en donnerons qu'un exemple aujourd'hui : le 22 mars, les travailleurs des transports en commun de Santiago-du-Chili débattaient pour exiger du gouvernement le paiement de l'augmentation salariale qu'il leur avait consenti. La grève menaçant de se poursuivre, le gouvernement « socialiste » d'Allende ordonne l'arrestation d'un dirigeant syndical, accusé de porter atteinte à la « liberté du travail ». Au nom de la démocratie, il fait donc appel à la police et, non content de cette « mesure socialiste », il menace de mettre les transports en commun sous le contrôle de l'armée si les travailleurs persistent dans leur lutte.

Est-il besoin de commenter davantage de tels faits ? Ajoutons seulement que ce socialisme-là, qui brandit le canon devant les ouvriers en les menaçant de la répression armée, ce socialisme-là contre lequel les ouvriers sont contraints d'entrer en lutte pour en obtenir de maigres augmentations salariales, c'est bien celui que défend et qu'exalte le P. C. F.

Qu'est-ce donc, alors, qu'une démocratie avancée ? S'agit-il d'un régime dans lequel le prolétariat « victorieux » aura conquis le droit d'avancer démocratiquement ses revendications de classe ou bien d'un régime qui donnera le droit à tous nos démocrates de faire avancer la police et l'armée en direction des ouvriers mécontents, afin que ce « socialisme » poursuive tranquillement son exploitation de la force de travail ?

Il est clair pour nous que les formes de cette démocratie avancée, si françaises qu'elles puissent être, n'auront jamais qu'un seul et même contenu : la défense du Capital contre les coups de la classe ouvrière.

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 21 heures à 22 heures ; les samedis 17 avril et 1^{er} mai, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 25 avril et 7 mai, de 10 heures à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Les samedis 17 avril et 1^{er} mai, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).

A LA RETRAITE L'OPPORTUNISME SYNDICAL !

(Suite de la page 3)

parce que ce qui est scandaleux c'est l'existence du capitalisme et le zèle que des « syndicalistes » mettent à en sauvegarder les intérêts. Il n'est pas trop tard pour adoucir le sort des générations que l'opportunisme a sacrifiées durant quarante ans de la plus ignoble collaboration de classe. Mais cela ne peut se

faire que dans le cadre d'une bataille générale, d'une vraie lutte de toutes les catégories et qui préparera le prolétariat à l'affrontement historique que, de toute façon, le capitalisme impérialiste lui prépare. Une condition indispensable à cette lutte, un préalable absolu : mettre en vitesse, énergiquement, le syndicalisme opportuniste à la retraite d'office !

Argentine, point chaud du capitalisme mondial

Les derniers mouvements ouvriers en Argentine (des grèves qui tournent en émeutes) et la troisième destitution de président en cinq ans, font couler beaucoup d'encre dans la presse bourgeoise. A l'entendre, le chaos politique et social de ce pays du continent sud-américain offre une preuve supplémentaire de la supériorité de la démocratie parlementaire sur les régimes de dictature. Bref, les idéologues bourgeois, y compris nos nationaux-communistes, trouvent dans le « sous-développement » et la dictature le fondement du « malheur » argentin et proposent leur « solution » : la démocratie et le développement capitaliste.

Nous affirmons au contraire que le prolétariat des métropoles impérialistes doit voir dans la situation économique et sociale de ce pays non pas l'exemple d'une situation déjà dépassée par l'Europe et les U.S.A., mais les manifestations d'une crise mondiale du capitalisme ; non pas le passé, mais le futur.

Démocratie et dictature bourgeoise, ou la continuité...

En fait, l'Argentine illustre avec éclat la parfaite continuité entre les régimes de démocratie et de dictature bourgeoise ouverte. Depuis 1945, on y trouve trois grandes périodes gouvernementales sans différences notables quant à leur orientation économique et sociale : le péronisme, la démocratie libérale et la dictature militaire.

Faisons un bref historique. A partir de 1943, l'influence de l'impérialisme anglais est en perte de vitesse en Argentine et se trouve dans un équilibre instable avec l'influence américaine, en pleine extension. Par ailleurs, la forte industrialisation du pays pendant la guerre a donné naissance à une bourgeoisie industrielle petite et moyenne, qui tend à s'opposer à la grande bourgeoisie agricole et foncière. L'armée (qui est le plus grand industriel du pays) l'appuie et prend le pouvoir en 1943. Cet Etat industrialisateur profite de la déroute opportuniste des mouvements socialistes et « communistes » pour briser toute indépendance des organisations syndicales et il conquiert même l'appui de la nouvelle classe ouvrière, née de l'industrialisation, avec des mesures réformistes (sécurité sociale, retraites, augmentations des salaires) : le péronisme est né. Il se constituera un parti avec les débris des partis traditionnels, des socialistes et des militants syndicaux.

Toute la politique économique du péronisme consiste à industrialiser le pays avec les ressources tirées du monopole de la commercialisation des produits agricoles. Dans le domaine politique, le péronisme pratique une démocratie parlementaire et fait usage de la terreur policière aussi bien contre l'opposition liée aux propriétaires fonciers que contre le prolétariat quand celui-ci fait usage de ses armes de classe, comme ce fut le cas dans les deux grandes grèves de cette époque : celle de la métallurgie et celle des cheminots.

La chute des prix internationaux du blé et de la viande à partir des années 50, met en échec la politique économique du péronisme, et le contraint à ouvrir les portes du pays au capital international (américain surtout) afin de poursuivre l'industrialisation. Avec cette chute des prix, le décalage entre prix international et prix sur le marché intérieur disparaît, et donc l'intérêt du monopole d'Etat du commerce extérieur : l'antagonisme entre bourgeoisie industrielle et bourgeoisie foncière s'atténue, tandis que la situation économique se dégrade sans qu'il soit possible de jeter des miettes au prolétariat, dont on exige au contraire de plus en plus (on

continue avec la répression des grèves des années 50, elle continue aujourd'hui avec la mobilisation de l'armée. C'est seulement la combativité du prolétariat qui a changé !

D'autre part, la « rationalisation » de la production, les licenciements massifs, la diminution des salaires et le prolongement de la durée du travail des dix dernières années, ne sont que le prolongement de la politique péroniste d'augmentation de la productivité.

Voilà le dénominateur commun de ces trois périodes de

démocratie répressive, de démocratie libérale et de dictature militaire.

En 1968, l'industrie fonctionnait, grosso modo, à 60 ou 70 % de sa capacité productive, à cause de la saturation du marché intérieur, qui, depuis quelque temps, provoque des faillites en chaîne. La situation de crise économique qui sévit en Argentine est donc bien la conséquence du développement capitaliste et non pas de l'absence du développement. A cet égard, l'Argentine donne l'image du sort qui attend le capitalisme mondial tout entier.

confédérations et des grands syndicats : malgré une orientation politique très confuse, la C.G.T. « rebelle » reprend en effet les revendications immédiates des luttes.

La situation actuelle est largement illustrée par les derniers mouvements. Face au refus de l'Etat d'accorder des augmentations de salaire, la C.G.T. a déclaré une grève générale de 14 heures « avec occupation d'usine ». Les ouvriers de Fiat, ayant tiré les leçons des années où les syndicats les lanternaient avec leurs « plan de lutte » et de la dernière période, se sont refusés à occuper les usines, exigeant des manifestations de rue de tous les ouvriers unis. C'est cela qui est à la base des manifestations et des affrontements avec l'armée dans les quartiers ouvriers où il y a eu un mort et plusieurs blessés, il y a quelques semaines.

Par-delà les aspects contingents, il faut insister sur la leçon politique générale que le prolétariat mondial doit tirer de la lutte actuelle en Argentine et qui confirme cette position classique du communisme révolutionnaire : ce n'est pas une forme particulière de l'Etat bourgeois qui rend possible ou empêche la lutte de classe. Le prolétariat argentin s'est heurté violemment à l'Etat bourgeois en 1919 (pendant la Semaine tragique) et en 1969. En 1919, il s'agissait du plus démocratique des gouvernements ; en 1969, d'une dictature bourgeoise déclarée. C'est le capitalisme même qui rend inévitable la lutte de classe et le prolétariat n'a pas à choisir ni à combattre pour une forme particulière de l'Etat bourgeois, pour la démocratie contre la dictature : il doit abattre toutes les formes de la domination bourgeoise.

Comme maillon faible du capitalisme mondial, l'Argentine commence à installer dans ce qui sera le futur du capitalisme mondial : la crise économique, sociale et politique du régime capitaliste d'une part, et de l'autre la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation.

organise dès 1952 des congrès sur la productivité). Devenue inévitable, la chute du péronisme surviendra en 1955.

A partir de 1958, s'ouvre la période de la démocratie parlementaire assortie d'une terreur policière s'exerçant seulement contre le prolétariat (elle est donc appelée « libérale »). Avec une brève interruption, elle dure jusqu'en 1966 : c'est la période des gouvernements de Frondizi et d'Illia. Leur politique économique n'est que la continuation de celle du péronisme dernière manière : les capitaux étrangers affluent largement en Argentine. C'est pendant cette période que des licenciements massifs se produisent dans les chemins de fer, dans l'administration publique, et que le salaire ouvrier subit une chute verticale (50 % de ce qu'il était en 1955), chaque ouvrier étant pratiquement contraint d'exercer deux métiers. Avec l'exaspération ouvrière fait son apparition la répression libérale, exercée par un gouvernement qui incarnait les espoirs des forces démocratiques (y compris le P.C. argentin et Peron qui avaient appuyé l'élection de Frondizi).

Cette « aide » impérialiste au développement entraîne une lutte acharnée des trusts pour se partager le marché. Les pressions militaires, les coups d'Etat ne sont en définitive que le reflet de ces luttes inter-impérialistes auxquelles s'associe le capital national. La chute de Frondizi, tout comme celle d'Illia, ne sont que les résultats de ces antagonismes. La corruption de l'appareil d'Etat et l'instabilité des marionnettes politiques sont le plus pur produit de cette « aide » au développement, de ce développement capitaliste tant vanté.

Après le coup d'Etat dictatorial et militaire de 1966 qui porte Onganía au pouvoir, c'est toujours la même politique économique et sociale qui continue, et avec le même personnel gouvernemental que dans la période de Frondizi. Et c'est dans cette période que le niveau de vie de la classe ouvrière atteint son point le plus bas depuis 1955. Un lien continu relie la période du péronisme à celle de la dictature militaire actuelle, en passant par la démocratie libérale.

Dans le domaine économique : industrialisation. Il suffit de regarder la production d'acier (en milliers de tonnes) : 1958, 244 ; 1962, 658 ; 1964, 1.265 ; 1967, 1.326. En ce qui concerne la production d'électricité (millions de kw-h.) : 1958, 9.418 ; 1965, 14.700 ; 1967, 16.508. Ces chiffres sont suffisamment éloquents.

Dans le domaine social : répression du mouvement ouvrier. Commencée par Peron en 1943,

Crise capitaliste et combativité ouvrière

Dès la chute de Peron, la bourgeoisie argentine, « occidentale, catholique et démocratique », réprime féroce le prolétariat qui réagit à une offensive patronale féroce. Ayant à sa tête des « dirigeants » formés dans les antichambres ministérielles, et tout disposés à s'entendre avec le nouveau personnel d'Etat, la classe ouvrière est saignée à blanc dans les luttes avec occupation d'usine qui la mènent de défaite en défaite. Le point le plus bas est atteint en 1966 quand les dirigeants syndicaux péronistes de la C.G.T. participent, et c'est tout un programme, à la cérémonie au cours de laquelle Onganía assume la présidence de la république.

Pourtant, dès cette époque, une nouvelle génération ouvrière qui n'a pas subi la période péroniste fait son apparition, à Cordoba surtout où la grande industrie métallurgique et automobile s'installe depuis 1955. Si, il y a dix ans, l'appareil syndical péroniste régnait sans opposition notable sur le mouvement ouvrier, aujourd'hui la situation se présente bien différemment. Dès 1969, le mouvement ouvrier prend une autre physionomie. Les grèves se transforment rapidement en émeutes et en affrontements ouverts avec l'armée (la police étant impuissante à contenir les manifestations). Ceci se produit régulièrement, à Cordo-

ba tout au moins, Buenos Aires étant une ville où l'industrie est moins concentrée et où la classe ouvrière a un lourd héritage démoralisant de la période péroniste. C'est que, comme contrecoup de la crise économique et surtout du degré d'exploitation et de la longueur de la journée de travail, le nombre des chômeurs doit sûrement dépasser le million (sur 24 millions d'habitants).

En 1969, lors des émeutes, les ouvriers de l'automobile contrôlèrent la ville pendant 48 heures au moyen des barricades et des mouvements de masse ; pendant presque une semaine l'armée mitrailla systématiquement les quartiers ouvriers. Le prolétariat tira les leçons de cette expérience pour mieux s'organiser et combattre.

Tandis que ses dirigeants essayent de marchander sa lutte dans des manœuvres politiques ininterrompues, la base ouvrière dépasse largement le cadre qu'on veut lui imposer. C'est ainsi que la plupart des grèves générales déclenchées depuis deux ans sont lancées par une centrale syndicale qui a fait scission, la C.G.T. « rebelle » qui, du point de vue purement numérique, est pratiquement inexistante puisqu'elle regroupe de petits syndicats, comme celui des typographes, de l'énergie, etc. Toutefois, ses consignes sont suivies par l'ensemble de la classe contre celles des grandes

CHINOISERIES

« En même temps que l'accord commercial avec la Chine, les délégués nippons ont dû signer à Pékin un communiqué qui condamne la politique de M. Sato », nous apprend « Le Monde » du 3 février 1971. Cette attitude des signataires chinois et japonais peut surprendre. En fait, déjà l'an dernier au mois d'avril un accord semi-gouvernemental du même ordre avait été signé. « Du point de vue commercial, continue « Le Monde », l'affaire est assez peu importante. L'accord laisse en dehors de lui plus des neuf dixièmes du commerce sino-japonais, qui passent par le circuit dit des « firmes amies ». »

Comme on le sait, le Japon est le premier partenaire commercial de la Chine. Et malgré les diatribes des « communistes » chinois contre le gouvernement japonais actuel, s'il est évident que la Chine dans son intense effort de production a plus que jamais besoin de produits japonais, le Ja-

pon de son côté voit dans le marché chinois un immense déversoir de marchandises. Le bilan des exportations et importations chinoises avec le Japon, d'une part au niveau gouvernemental et d'autre part au niveau privé, est sur ce point particulièrement significatif :

Exportations et importations chinoises avec le Japon

	(en millions de dollars)					
	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Total des échanges gouvernementaux	205	150	110	67	69	69
Total des échanges avec les « firmes amies »	416	407	440	492	731	
Total des						
Exportations	306	272	225	209	210	
Importations	315	285	325	350	590	
Total	621	557	550	559	800	

A titre de comparaison signalons que le total des échanges de la Chine avec l'U.R.S.S. n'était plus que de 96 millions de dollars en 1968, avec la R.F.A. de 259, avec la Grande-Bretagne de 150 et avec la France de 140 en 1968 et de 114 en 1969. Le tableau précédent montre de façon très nette que si le montant des échanges gouvernementaux n'a pas cessé de baisser, celui avec les « firmes amies » n'a pas cessé d'augmenter (les principales importations chinoises en provenance du Japon étant des engrais). Et si Chou En-lai a annoncé ré-

cemment que la Chine avait produit en 1970 14 millions de tonnes d'engrais, les besoins sont estimés à environ 35 millions de tonnes (pour que la Chine ait les mêmes rendements que le Japon il en faudrait le double). Comme on le voit les carnets de commande des industriels japonais « amis » ne sont pas prêts de rester blancs.

La représentation japonaise à la foire de Canton a été en 1970 la plus importante jamais notée (1283 participants). D'ailleurs les signataires japonais qui acceptent

de dénoncer « l'attitude réactionnaire » de leur propre gouvernement ne sont pas des « hommes de gauche » comme on pourrait naïvement le penser, mais d'authentiques conservateurs tout comme M. Sato. Ainsi après s'être posé les questions suivantes : « Comment des politiciens chevronnés appartenant à la majorité conservatrice japonaise peuvent-ils dans les discussions commerciales avec Pékin, épouser presque entièrement les thèses chinoises et dénoncer par écrit la « menace » présentée par le gouvernement de Tokyo ? Comment le ministère des affaires étrangères, dont toute la politique vient d'être condamnée, peut-il se déclarer satisfait des résultats obtenus ? », le correspondant du « Monde » reconnaissait l'année dernière que « si les Japonais acceptent la dénonciation annuelle de leur gouvernement, ce n'est pas uniquement en raison des convictions personnelles des négociateurs et d'une partie de l'opinion. Une fraction du monde des affaires, à laquelle appartient les signataires du communiqué de Pékin et notamment les producteurs d'engrais, qui ont là-bas leur plus gros marché, poussent activement à normalisation des relations économiques et politiques » (« Le Monde » 21/4/70). Faisons donc confiance aux « politiciens chevronnés » japonais et chinois. Quand leurs intérêts et ceux du commerce sont en jeu ils savent bien faire quelques « sacrifices » !

Nous ne nous poserons pas non plus la question de savoir lequel des deux a raison dans ces querelles d'épiciers et qui est le plus malin. Ce qui compte c'est ce qui les unit : la défense du commerce, sur le dos du prolétariat !

Correspondance :

« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ « prolétaire » : 6 mois.
★ « prolétaire » : 1 an.
★ « programme communiste »
★ combiné.

(entourer l'étoile)

La société droguée

(Suite de la première page)

jour d'hui réapparaître, démultipliées.

L'efficacité sociale de la contre-révolution politique, c'est la relative sécurité économique assurée aux ouvriers à l'appui de la diffusion de l'opium idéologique bourgeois. Il s'agissait de corrompre les exploités afin de briser leurs réactions collectives et canaliser leurs vellétés de lutte dans des voies compatibles avec l'existence du capital. La force de cette corruption, c'est sa base économique, c'est-à-dire la masse toujours plus grande de produits que la bourgeoisie, dans les périodes de « prospérité », met à la disposition de ceux qu'elle exploite. Or ces produits, au moment où la bourgeoisie elle-même est en proie à la déchéance morale la plus complète, sont qualitativement de même nature que ceux qu'elle consomme : l'opium de la publicité, l'abrutissement de la télévision et de la radio, les mystifications de la technique, les mirages du confort, la mode, les gadgets, la pornographie... et la drogue. Ses cris horrifiés témoignent de la dynamique irréversible du processus. Effrayée, elle s'avise soudain que la corruption politique du prolétariat c'est aussi la déchéance du travailleur, l'exaltation des loisirs, la dégradation de la discipline sociale, l'abondance pour tous, la mercantilisation de ses propres vices !

Bien entendu, ce désastre ne ronge encore qu'une frange réduite, à la limite des catégories de travailleurs véritables, c'est une lèpre qui ne touche pour l'instant que des catégories d'âge et de profession limitées ; mais la panique des politiciens bourgeois de service traduit éloquentement leur hantise de la généralisation du phénomène. Contre ce danger, la bourgeoisie a certes un remède en réserve. Le capitalisme a déterminé une évolution sociale à laquelle son idéologie traditionnelle ne correspond plus, mais ceci ne s'est pas fait sans heurts. Il y eut tout une fraction de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie pour refuser cette évolution et réclamer le retour aux saines normes traditionnelles. Ce fut un des aspects du fascisme d'invoquer l'ordre moral contre la pourriture démocratique, un idéal de force et de santé contre les maladies physiques et psychiques de cette société. Mais outre que l'argument fasciste était davantage un prétexte à répression politique qu'une riposte à une dégradation sociale véritable, le remède qu'il voulait être n'a fait qu'accroître la source d'un mal deve-

nu par là-même une réalité. Le fascisme a impulsé le développement du capital, démesurément démultiplié ses produits et la carotte reprenant la place du bâton dans la stratégie bourgeoise, ses successeurs ont répandu parmi les masses travailleuses les poisons anti-sociaux auxquels la bourgeoisie, autrefois consommatrice exclusive, doit sa propre déchéance.

Ce serait faire preuve de cécité que d'ignorer que ce mal social qui sape l'autorité du capital ne constitue nullement un renforcement du prolétariat. Par sa nature même, par le canal des forces sociales au travers desquelles il se transmet, par l'idéologie qui l'accompagne, il conserve toute son efficacité de destruction de l'énergie révolutionnaire. Il engendre la passivité, l'individualisme et non la révolte collective. Il est l'apanage de la petite-bourgeoisie ou des couches qui lui sont proches, déjà détruites en tant que classe et qui trouvent dans le pourrissement du capital des raisons supplémentaires pour continuer à se détruire. Ses intellectuels et philosophes cherchent dans la drogue, le sexe et les angoisses existentielles la révélation de leur propre nature : ils théorisent dans le cynisme et le désespoir leur propre déchéance de sous-produits du capital. Ses penseurs, enfin, en tirent prétexte pour conclure que le prolétariat est « embourgeoisé », corrompu par le capital et qu'il ne faut plus désormais compter sur lui puisque, comme toutes les autres classes, il est soumis aux perversions de la « société de consommation ».

Cette gangrène qui menace la classe ouvrière et découle directement du mode de vie bourgeois actuel ne met pourtant nullement en cause la prévision marxiste. Celle-ci recherche la clef du processus social, non pas dans la tête des gens, mais dans les rapports de production : ce n'est pas la manière dont elle consomme, mais la manière dont elle organise la production qui définit à ses yeux une société. La société actuelle n'est pas d'abord la société de consommation, mais celle de l'exploitation de la force de travail du prolétariat. Si ce dernier, aujourd'hui, est soumis comme les autres classes à la « maladie » de la consommation, c'est uniquement comme prolongement de sa propre exploitation. En disant le contraire, les théoriciens petits-bourgeois font le procès de leur propre nature : ce sont des consommateurs aliénés, incapables de voir dans la société autre chose que sa surface, son vernis bourgeois. Les luttes qui se déroulent aujourd'hui partout dans le monde et même dans les soi-disant « pays socialistes », montrent d'ailleurs que celle que soit la corruption politique et morale que la contre-révolution a diffusé dans les rangs de la classe ouvrière, celle-ci retrouvera le chemin de ses objectifs révolutionnaires parce qu'elle est une force collective, la seule qui puisse agir dans l'histoire.

Le communisme a toujours affirmé que la société bourgeoise était d'ores et déjà vaincue : sa déchéance actuelle vient renforcer cette thèse en montrant que sa maigre survie est celle d'un homme malade. Son immoralité est le chemin lent et détourné que prennent les forces de la révolution. Ce n'est pas par la débauche ou la drogue que la société bourgeoise va mourir, c'est par la drogue et la débauche qu'elle se maintient. En ce sens, le prolétariat est aujourd'hui la seule classe morale : non parce qu'il vivrait plus moralement que les autres classes, mais parce qu'il ne peut exister en tant que classe que comme force révolutionnaire capable de mettre fin à l'enfer du capital, de détruire tous les opiums spirituels ou matériels de cette société.

La décomposition sociale que la bourgeoisie capitaliste, à son corps défendant, a répandue au-delà de ses propres frontières sociales, engendre par ailleurs une dialectique tout aussi rigoureuse que celle qui transforme ses victimes en ses propres fossoyeurs. Il suffit de répondre à ces questions : Qui, aujourd'hui, défend les « valeurs morales » vermoulues du système bourgeois ? Qui tente de redonner vie aux hypocrisies agonisantes de la société capitaliste ? Qui exalte le lapinisme patriotique, vénère la famille détruite, vole même au secours de la religion ? Qui, enfin, se proclame champion de « l'ordre », ce concept d'ensemble qui englobe tous les interdits, y compris celui de la révolution ?

C'est l'opportunisme stalinien qui est l'ultime rempart de l'idéologie capitaliste et réalise ce paradoxe - momentané - d'une classe révolutionnaire promue vestale des tabous de la société qu'elle doit détruire. Mais cette dissolution sociale qui scandalise les stalinien, c'est aussi l'érosion des formes pratiques et idéologiques de la domination du capital. Et c'est pourquoi l'opportunisme stalinien est un opportunisme répressif. Voué corps et âme à la défense de la démocratie capitaliste, il est contraint de s'opposer violemment à toute résistance effective des salariés à l'exploitation. Théoricien de la conciliation sociale, il n'a d'autre argument que l'idéalisation des rapports sociaux réels dont les « valeurs » de la société bourgeoise en décomposition ne sont que la projection fantasmagorique.

Nous affrontons ces imposteurs du socialisme y compris sur ce terrain-là. Dans la société comme dans la nature, la vie naît de la pourriture. Fut-ce par ce détour, le programme révolutionnaire doit s'imposer. Dans les phénomènes de dissolution qui apparaissent aujourd'hui, saluons la confirmation des perspectives de la révolution. La société bourgeoise est condamnée. Vive le communisme !

Europe verte ou Europe rouge ?

(Suite de la première page)

Ce que doit attendre la petite paysannerie de ses chefs de file politiques

Le réflexe consiste à crier à l'injustice, à réclamer le droit de vivre. Paroles bien faibles en vérité pour des couches sociales condamnées. Pour les uns, la situation serait le résultat de malentendus fâcheux entre le gouvernement et les paysans ; pour les autres, la mauvaise volonté des dirigeants expliquerait tout. Enfin, sortant son artillerie lourde, le P.C.F. accuse les monopoles malfaisants et leur pouvoir.

En somme, un capitalisme d'Etat, un brave capitalisme, pourrait aider les petits paysans, leur rendre la vie plus facile. Pour le P.C.F., il n'est pas question d'abolir la propriété privée, « qui est le fruit du travail et de l'épargne », ainsi que sa transmission par héritage (le vieux Marx doit se retourner dans sa tombe). Selon le P. C. F., il faut au contraire encourager cette petite production, soulager les charges qui l'accablent et la mettre sur la voie de la coopération... tout en respectant la sainte propriété et le marché. En clair, cela signifie développer le capitalisme à la campagne. Mais c'est enfoncer une porte ouverte car il y a longtemps que, dans nos pays, la chose est faite. Il n'y a pas de roses sans épines. Le capitalisme ne saurait exister sans lutter à mort contre la propriété parcellaire, notamment à la campagne. Il n'y a plus grand chose à réformer pour adoucir ce conflit. Pour supprimer cette société de créanciers et de rapines, il n'est qu'un seul moyen : l'abolition du Capital lui-même par la dictature du prolétariat.

Le plan Mansholt a l'avantage de la clarté, même s'il est cynique. Il nous dit que la petite propriété doit mourir dans les années qui viennent. Eh bien ! qu'elle meure puisque c'est le signe des temps, mais que vivent les prolétaires qui naîtront de cette disparition ! On a toujours excité les instincts de propriété imbéciles de la paysannerie con-

tre les rouges, les révolutionnaires, les « partageux ». Attachée à son misérable lopin comme l'âne à son chardon, cette paysannerie mesquine a été le pilier des contre-révolutions et du patriotisme. On peut dire qu'elle a toujours remis ses destinées entre les mains du grand capital pourvu que soit respecté... le principe de la propriété. Il est évident que la défense de la propriété est une absurdité pour ceux qui n'en récoltent que l'insécurité, les dettes et les coups.

Sous le règne du capital, propriété signifie élargissement de la propriété de certains au détriment de celle d'autrui. Finalement c'est la propriété qui tue le paysan à travers le marché. L'issue est donc dans la destruction de cette propriété et du capital qui en est la forme achevée. La paysannerie est loin d'une telle conscience, mais on ne peut exiger d'elle une intelligence que n'a pas encore retrouvé le prolétariat. D'ailleurs si nos paysans s'agitent, n'est-ce pas à cause de l'incurie d'une classe ouvrière empoisonnée par les idées de paix sociale propagées par le P. C. F. ? Que le géant ouvrier fronce les sourcils contre le capital et l'on pourrait bien voir la paysannerie retourner à son conformisme d'antan. Cette réaction est typique des classes moyennes dont le souci majeur est de ne pas tomber dans le prolétariat, avec l'espoir secret de pouvoir se hisser dans l'échelle sociale.

L'aveuglement est le propre des classes condamnées. Lors des dernières manifestations de Bruxelles, on a lancé ce mot d'ordre : « L'Europe verte oui, l'exode non ! » Cette perle résume le crétinisme petit-bourgeois. Le Marché Commun a scellé la ruine des petits paysans. L'Europe verte, c'est l'Europe du capital, et il se moque bien d'eux. On vient, après cela, revendiquer l'Europe verte ; le capital, mais débarrassé de ses aléas, de ses tares, de sa réalité.

Que répondent les révolutionnaires ?

Les révolutionnaires prétendent au contraire que le capital fait corps avec ses vices et qu'il faut l'abattre en bloc. Seul le prolétariat en est capable, mais il dort. La crise économique et politique qui s'avance le réveille cependant, de ci de là. Beaucoup de paysans sont des petits bourgeois dans l'âme qui veulent « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ». Mais le feu brûlant de la classe révolutionnaire en action, la clarté de son programme, peuvent entraîner les classes agonisantes vers la solution de tous les maux de cette société.

Dans leur programme, les révolutionnaires ne peuvent promettre aux petits paysans le maintien de leur droit de propriété. En abattant toutes les formes d'exploitation et de parasitisme qui pèsent sur les classes laborieuses, ils délivreront bien sûr le petit paysan, propriétaire ou fermier, des charges qui l'accablent. Mais il lui montreront avec fermeté la voie qui doit rapidement aboutir à la

concentration des terres et à leur exploitation rationnelle. Le petit paysan sera amené à s'intégrer au vaste ensemble productif de la société communiste, débarrassé du marché, et à rejeter les liens abrutissants qui le rattachaient à la terre.

On nous dira peut-être que ce n'est pas avec un tel programme que nous allècherons les masses paysannes. Avec Engels nous pouvons répondre : « Lorsque les » petits paysans auront appris ce » que valent les phrases ronflantes et les mélodies que jouent » les violons dont leur ciel est » empli, ils seront toujours plus » nombreux pour reconnaître que » nous qui promettons moins et » cherchons le salut d'un tout » autre côté, nous sommes en » fin de compte les gens les plus » sûrs. »

A la perspective capitaliste de l'Europe verte, nous opposons la perspective révolutionnaire, la dictature du prolétariat : l'Europe rouge.

Le P. C. F. et le VI^me Plan

(Suite de la première page)

L'affaire ; quant aux aspirations de la petite-bourgeoisie dont le P.C.F. se fait le porte-parole, elles sont parfaitement utopiques.

Le capitalisme est ainsi fait : qui veut vendre doit produire meilleur marché. Réactionnaire au sens propre du terme, la petite-bourgeoisie voudrait revenir en arrière ou tout au moins arrêter la marche en avant du capitalisme ; mais cette progression est irrésistible et si elle est jalonnée par la ruine de couches toujours plus larges de petits producteurs, elle produit à la fois les conditions objectives du socialisme, grâce à l'augmentation considérable de la productivité du travail qu'elle entraîne, et les secousses sociales profondes, les crises économiques et politiques qui jetteront à nouveau la seule classe révolutionnaire, le prolétariat, dans la lutte.

Le P. C. F., bien sûr, n'y peut rien changer ; il ne peut ni empêcher la ruine de la petite-bourgeoisie, ni retenir le capitalisme dans sa course à la crise économique et sociale. Il peut cependant beaucoup : il peut détourner une partie du prolétariat de la préparation de la seule solution réelle, la révolution communiste, pour le jeter dans les solutions illusives chères aux petits-bourgeois.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le premier bénéficiaire de « l'initiative nationale pour définir une politique de la recherche » — celui qui tirera avantage des équipements sociaux dont, selon Krasucki, dépend « la satisfaction des besoins essentiels de la population dans laquelle les salariés entrent pour les trois-quarts » — c'est le capital ! Le capitalisme français a besoin d'être protégé des autres capitalismes nationaux ? L'opportunisme lui propose un plan national d'aide ! Il lui faut une force de travail de plus en plus qualifiée ? Les syndicats d'enseignants demandent l'amélioration des études ! Le capitalisme veut des crèches pour les enfants dont il exploite les parents, des logements pour y parquer la force de travail, des transports supplémentaires pour véhiculer ses esclaves vers le baignoire productif ? L'opportunisme demande à cor et à cri une révision en hausse du VI^me Plan : voyez donc un peu plus grand, messieurs les bourgeois, lorsqu'il s'agit de mettre en condition la classe à exploiter !

Encore une fois l'opportunisme ne manque pas à sa tâche : le capitalisme ne saurait trouver meilleur défenseur de « l'intérêt général du pays ».

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

L'objectivité du "Monde"

(Suite de la page 2)

courage impressionnants : « Il y a toujours deux attitudes possibles devant un conflit de générations, de classes ou de pensées : le nier ou s'employer à le résoudre au fond ; refuser la question ou s'efforcer d'y répondre. » Cette déclaration n'a, bien examinée, pas d'autre sens que celle de M. Faure - puisqu'elle signifie qu'il suffit de s'attaquer vraiment au problème pour le résoudre, au sein du capitalisme, sans affrontements de classes, sans renverser l'Etat bourgeois ni détruire par la dictature les rapports capitalistes de production. Là-dessus tous ces Messieurs, des « gauchistes » pédagogues aux Mi-

nistres de l'éducation en passant par le P.C.F., sont en accord. "Le Monde" réussit à parer cette affirmation bourgeoise du brillant de la probité intellectuelle et de l'objectivité scientifique.

Contre ces autruches et ces tartuffes bourgeois nous affirmons une fois de plus, nous communistes, que « le problème de l'adolescent », produit par le capitalisme développé, disparaîtra avec lui, et que l'agitation des chômeurs en puissance et victimes de la prochaine guerre s'amplifiera à mesure que s'aggravera la crise qui commence et qui devra les pousser dans la voie révolutionnaire, derrière le Parti du prolétariat.